



CHAPITRE 132

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière des Prairies et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière des Prairies

[Sanctionnée le 6 février 1958]

CHAPTER 132

An Act respecting The school commissioners for the municipality of the parish of Rivière des Prairies and The school commissioners for the municipality of the parish Saint-Joseph de la Rivière des Prairies

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Rivière des Prairies et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, dans le comté de Laval, ont, par leur pétition, représenté que leurs revenus respectifs sont insuffisants pour rencontrer les obligations de leur budget et qu'il est devenu nécessaire d'augmenter leurs revenus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Taxe d'éducation autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière des Prairies et Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, dans le comté de Laval, peuvent, par résolution, imposer et prélever, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale de un pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature, et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88 et ses amendements) sur le prix de vente ou

Preamble.

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the village of Rivière des Prairies and The school commissioners for the municipality of the parish Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, in the county of Laval, have, by their petition, represented that their respective revenues are insufficient to meet the obligations of their budget and it has become necessary to increase their revenues;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Education tax authorized.

1. The school commissioners for the municipality of the parish of Rivière des Prairies and The school commissioners for the municipality of the parish Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, in the county of Laval, may, by resolution, impose and levy, in addition to any other tax, a special tax of one per cent, called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88 and its amendments) on the retail sale or pur-

d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisé pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone, vendus ou achetés, dans les limites actuelles de la ville de Rivière des Prairies ou dans tout autre territoire qui pourrait être annexé par lesdits commissaires.

chase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased within the present limits of the town of Rivière des Prairies or any other territory which may be annexed by the said commissioners.

Perception.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements *mutatis mutandis*.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same exemptions and the same sanctions as the tax levied under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941, and its amendments *mutatis mutandis*.

Conventions.

3. Les commissaires d'écoles desdites commissions scolaires sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

3. The school commissioners of the said school boards are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipulations.

4. Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier desdites commissions scolaires d'examiner tous les rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).

4. Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the said school boards shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles des commissions scolaires intéressées concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners of the interested school boards respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.

Dispositions applicables.

5. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles desdites commissions scolaires en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

5. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners of the said school boards under this act, *mutatis mutandis*.

Partage.

6. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de la Rivière des Prairies, Les commissaires d'écoles pour la municipalité

6. The annual revenue derived from the said tax shall be shared between The school commissioners for the municipality of the parish of Rivière des Prairies, The school commissioners for the muni-

de la paroisse Saint-Joseph de la Rivière des Prairies et le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

cipality of the parish Saint-Joseph de la Rivière des Prairies and the Protestant School Board of Greater Montreal in the proportion of the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each of the school corporations concerned, as determined by the census provided for in section 285 of the Education Act. In the case of differences of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.